



# World Library and Information Congress: 70th IFLA General Conference and Council

22-27 August 2004  
Buenos Aires, Argentina

Programme: <http://www.ifla.org/IV/ifla70/prog04.htm>

---

**Code Number:** 078-F  
**Meeting:** 142. Social Science Libraries with Division VIII. - Regional Activities  
**Simultaneous Interpretation:** Yes

## Comment stimuler et renforcer la vie civique à travers l'information pour l'action : le rôle des ONGs

**Norma Palomino**

MSIS

Buenos Aires, Argentina

---

### Abstract:

*Les ONGs ont un rôle remarquable dans le renforcement des démocraties dans les pays en voie de développement. Un de leurs rôles est habituellement associé à la garde des valeurs civiques et des droits de minorité. Dans cet article je discute l'usage spécifique de l'information par les ONGs, un usage qui est lié à l'activisme politique. En donnant une place convaincante à l'information et en la propageant auprès des acteurs civils ciblés, les ONGs confèrent une force positive aux données, transformant la conscience en changement social. Le processus inclut l'utilisation des technologies de l'information, la plupart du temps l'Internet. Je décris également une ONG argentine, « Pouvoir du citoyen » pour donner un exemple d'une organisation de sensibilisation générant de l'information. Certains points sur la responsabilité des ONGs sont abordés dans les conclusions ainsi que leurs contributions au flux d'information au niveau mondial.*

### 1. Stimuler la conscience par la diffusion de l'information

#### 1.1. Différences entre les ONGs et d'autres agences de l'information.

Dans différentes manières, les ONGs ont continuellement généré et produits de l'information comme partie de leurs activités. De leurs propres sources et au-delà de celles-ci, ces organisations sollicitent de la responsabilité civile de la part des gens à travers la veille d'information. Cependant, il y a un éventail d'institutions qui sont actifs dans la création, le stockage et la diffusion de l'information. Du journalisme aux médias de diffusion, la génération et la diffusion de l'information est une grande industrie dans la société

d'aujourd'hui. En outre, les bibliothèques, les musées et les archives ont une grande expérience avec l'information, principalement responsable de la conservation de l'héritage culturel et intellectuel de l'humanité. Par conséquent, il semble nécessaire de commencer une discussion afin d'éclaircir les différences entre les ONGs et les autres agences d'information. Ces deux types d'institutions ont différentes missions et buts, ce qui est perceptible par la manière qu'elles traitent la diffusion et le contrôle de l'information. Je classifie brièvement les principales différences comme suit :

*a. Le business contre organisation à but non lucratif* : Les ONGs sont par définition des organisations à but non lucratif. Les médias, par contre, sont des sociétés qui font des bénéfices en offrant des services d'édition et de diffusion. Par conséquent, le but des médias est fortement lié aux affaires et sa logique est généralement entrelacée à l'information qui pourrait susciter un intérêt auprès du public ou pourrait causer un impact, ou peut être même que l'information pourrait être « vendue ».

Inversement, les ONGs sont soutenues par leurs donateurs, membres, volontaires particuliers, ou par des subventions d'organisations internationales (telles que les fondations internationales, la Banque Mondiale ou les Nations Unies). Même lorsque dans certains cas elles offrent des services payants comme moyen de soutien, leur but n'est pas le bénéfice en lui-même. Les organismes de médias soutiennent non seulement leurs activités avec les ressources générées par leurs propres ventes, mais elles cherchent également le bénéfice au delà du soutien.

*b. L'information pour sensibiliser contre l'information pour activer* : c'est peut-être la caractéristique distinctive la plus vaste. Tandis que les compagnies de mass media peuvent (ou ne peuvent pas) chercher à favoriser la sensibilisation des citoyens en éditant leurs nouvelles, le but des ONGs dont la principale raison d'être est la sensibilisation, est d'encourager les citoyens à passer à l'action. Le principal atout de ces « ONGs de sensibilisation » est la création et la diffusion d'information pour encourager les citoyens à agir pour changer la société.

*c. L'information pour être à jour contre l'information pour sensibiliser* : le journalisme et les médias de diffusion traitent l'information principalement pour tenir les gens au courant des événements. Alors qu'ils soulignent leurs politiques éditoriales par des points de vues politique ou idéologique, les médias prétendent être universel, neutre et objectif. La diffusion d'information ou de nouvelles vise plutôt des personnes en général que des secteurs de la société en particulier (comme des minorités ou des politiciens).

Les ONGs ont une position claire concernant les sujets qui affectent des citoyens, tels que la transparence gouvernementale, les droits des minorités ou l'environnement. Leur public est le secteur de la société impliqué dans ces sujets ou idées, ou jouant un rôle particulier dans la prise de décision du problème.

*d. Les bibliothèques, musées et archives contre les ONGs* : les bibliothèques, les musées et les archives ont un rôle fondamental en ce qui concerne le renforcement de la démocratie. La mission est fortement liée au stockage et à la conservation d'information, et non à sa diffusion. Leur rôle est tout à fait différent de celui des ONGs car ils ne produisent pas l'information ; ils collectent, stockent, contrôlent et donnent aux utilisateurs accès aux données, à l'information et à la connaissance déjà existantes.

Dans ce qui suit, j'expose les activités de l'ONG argentine *Pouvoir du citoyen (Poder Ciudadano)*, où le point de vue du travail de sensibilisation des ONGs est illustré.

## *2. Les ONGs et le renforcement de la démocratie en Argentine.*

## 2.1. Brève vue d'ensemble du secteur des ONG en Argentine

Traditionnellement en Argentine, l'état en tant qu'institution a pris une large partie des besoins du secteur public sous sa responsabilité et a offert des services en vue de les satisfaire. L'éducation, la santé et la sécurité sociale ont été gérés par le gouvernement à travers différents bureaux administratifs tels que les départements et les secrétariats. Les hôpitaux étaient principalement publics et soutenus par l'état. L'éducation, du niveau K-12 jusqu'aux universités et aux agences de recherche, était également financé par des moyens publics ou était gratuite. Le troisième secteur a contribué au soutien des besoins sociaux, mais davantage en relation avec le travail de sensibilisation et de défense, le développement culturel et le contrôle d'ordre public (Campetella et González Bombal, 2000).

Depuis 1983, la consolidation de la démocratie est arrivée au même temps qu'une crise au sein de l'état concernant le soutien des services sociaux, dont la plupart des auteurs soutiennent largement la politique économique libérale (Campetella et Gonzalez Bombal, 2000b ; Kohen, 1998). Par conséquent, l'état a retiré sa responsabilité du domaine public, laissant les organismes de base, les ONGs et le troisième secteur en charge des besoins sociaux. Le secteur privé a été également obligé de prendre soin des programmes sociaux sous la revendication "de responsabilité sociale des sociétés" (Campetella et Gonzalez Bombal, 2000b).

Au delà de ce rôle actuel, le troisième secteur d'Argentine a une longue histoire liée à la vie civile, et le domaine public dans un terrain totalement indépendamment du service social. Cette histoire est liée à la défense de la démocratie. Comme le précise Smulovitz (1996), se formant dans une région où la corruption et l'autoritarisme ont très souvent perturbé la démocratie, les ONGs latino-américaines « se sont concentrées sur la création de la confiance sociale et sur l'amélioration des mécanismes de responsabilité et de représentation » (1996, I, ¶ 19). Même lorsque l'adoption du libéralisme en tant que politique économique de l'état a donné un rôle exceptionnel au renforcement des ONGs en faveur du service social, le développement de telles organisations en Amérique latine (et donc, en Argentine) est davantage liée à l'activisme politique qu'à vraiment rencontré les besoins sociaux basiques. Pendant la dictature (1976-1983) et avant, les organismes civils en Argentine ont principalement été impliqués dans le combat en faveur des droits civiques, des revendications de la main d'œuvre telles que les salaires et les heures de travail et ainsi de suite (Campetella et Gonzalez Bombal, 2000b).

Pendant les années 1990, les services sociaux sont devenus une activité que les ONGs argentines ont été obligées d'accomplir en raison de la politique économique d'état, c.-à-d., de l'adoption du libéralisme. Mais ce n'est pas la mission des ONGs de prendre en charge de tels services. En outre, les ONGs pourraient ne pas accomplir correctement ces tâches parce qu'elles représentent l'intérêt de différents secteurs au sein de la société, plutôt que la perspective générale. Considérant que seulement un établissement responsable des questions dans l'ensemble de la société peut satisfaire à tous les besoins de la société civile, les ONGs devraient être exclues du service social en tant que mission puisqu'elles concentrent leurs forces dans un secteur ou un aspect particulier de la vie sociale. L'état est l'établissement qui a la responsabilité de satisfaire les besoins sociaux. Par conséquent, « pour autant que les établissements constitutionnels et républicains sont caractérisés par leur universalité et par leur caractère non volontaire, et puisque les ONGs n'ont pas le monopole légitime de l'utilisation de la force, il s'en suit qu'elles ne peuvent structurellement pas accomplir la tâche [de répondre aux besoins sociaux ] » (Smulovitz, 1996, I, ¶ 22).

En conséquence, bien que les ONGs prennent actuellement un rôle important dans l'aide sociale, leur mission même et la tradition des services en Argentine n'ont pas été liées à une telle aide. Ci-dessous je décris le cas du *Pouvoir du Citoyen* comme exemple qui suit la tradition des ONGs défendant la démocratie en Argentine et dans la région.

## 2.2. La production d'information selon les types d'ONGs en Argentine

Bien que chaque les ONGs produise et diffuse l'information d'une manière quelconque, elles pourraient être classifiées en tenant compte de la mesure ces deux activités rencontrent les buts de l'organisation. Smulovitz (2004) distingue deux types d'organisations non-gouvernementales selon leur rôle dans la création et la diffusion de l'information.

D'abord, il y a *des organisations de service*, dont le but principal est de résoudre des problèmes sociaux. Les organismes tels que les maisons pour les femmes battues ou les enfants maltraités visent les besoins de base des personnes et leur fournissent des éléments pour satisfaire ce besoin (c.-à-d., nourriture, protection contre la violence domestique, etc.), ou développent les qualifications afin de pouvoir y répondre, comme l'avis juridique. Les organisations de service produisent de l'information uniquement comme effet secondaire de leurs activités, et la plupart du temps de manière non systématique puisque leur but principal est de fournir des services aux besoins sociaux pressants.

En second lieu, il y a *les organismes de sensibilisation*, actifs dans le renforcement de la démocratie à travers la sensibilisation et la participation dans le domaine public des citoyens. Les ONGs qui se battent pour les droits des minorités, suivent les sujets sur l'environnement, les activités de l'état et les programmes qui tombent dans cette catégorie. Pour ces organismes, l'information constitue un facteur principal pour pouvoir poursuivre leurs buts. Ils produisent et diffusent des données liées aux sujets controversés, cherchant la compréhension des gens et l'appui à leurs idéaux.

L'information que produise les ONGs de sensibilisation dépend du genre de problème qu'elles visent à résoudre. Smulovitz cite l'exemple de la *Asociación de Víctimas De Accidentes de Tránsito*, AVAT (*association des accidents de circulation*). Ils traitent et diffusent de l'information prise des sources extérieures et produisent également de l'information à partir de leurs propres sources. Concernant les sources extérieures, ils collectent principalement des données des agences officielles (par exemple, les rapports sur les accidents de circulation par *Dirección de Política Criminal* (*département de politique criminelle*) et les médias (tels que les articles de journaux). De plus, AVAT produit de l'information à partir de deux sources principales : (i) le répertoire de l'association sur les cas suivis (collecté par leurs membres et associés), et (ii) les procès-verbaux de l'ordre public sur les accidents de circulation. Pour atteindre le but concernant la sensibilisation, AVAT par exemple compile les données qui prouvent que le taux d'accidents de circulation en Argentine est un des plus haut au niveau mondial. Ici, le but principal est de soulever la question de voir dans quelle mesure l'ordre public est efficace dans l'abaissement du taux d'accident. « [L'association d'accidents de circulation utilise] l'information disponible et leurs propres sources de manière à stimuler la conscience publique à ce sujet » (Smulovitz, 2004, enregistrement audio). En fait, l'information sélectionnée était déjà disponibles dans plusieurs sources, telles que celles du département de politique criminelle mentionné ci-dessus ou des rapports des sociétés d'assurance et des données statistiques. La principale contribution d'AVAT en tant qu'ONG concernée par les problèmes de circulation est le fait de traiter et montrer l'information de manière à accentuer le manque d'ordre public qui résout le problème et en conséquence, la nécessité d'en avoir un (Smulovitz, 2004). La propagation et diffusion de l'information augmentent la conscience des citoyens sur des matières quotidiennes de la vie urbaine telles que des accidents de circulation et leurs conséquences. Le but de l'ONG est de faire pression sur les agences d'état et le pouvoir législatif afin de changer l'ordre public concernant cette matière. En conséquence, la contribution d'AVAT à ce sujet est double , d'abord ils créent et diffusent l'information pour la conscience civile ; en second lieu, ils *donnent des preuves pour les cas*, c.-à-d. ils démontrent que les accidents de circulation pourraient parfois être considérés comme des cas de meurtre (Smulovitz, 2004).

Smulovitz donne également les ONGs appelées CELS et CORREPI en tant qu'exemple de traitement et diffusion d'information avec le but de sensibiliser. En particulier, les dossiers de CORREPI (*Se coordiner contre la police et la répression institutionnelle*) a des fichiers qui décrivent les cas de victimes de violence policière et édite périodiquement le nombre de cas de violence policière. Par conséquent, CORREPI «dénonce l'existence de ce problème ; il montre que c'est un réel problème en signalant les données qu'ils collectent, tels que le nombre ou le type de meurtres commis par mois » (Smulovitz, 2004, enregistrement sonore). CELS effectue un travail semblable concernant des droits de l'homme en général en Argentine.

Etant donné cette classification des ONGs selon le rôle que joue l'information dans leur mission, je me concentre maintenant sur le cas du *Pouvoir du Citoyen* afin d'exemplifier mon exposée.

### 2. 3. *Le cas du Pouvoir du Citoyen : transformer l'information en l'action.*

Au sein des organismes argentins de sensibilisation, j'ai choisi de me concentrer sur la Pouvoir du Citoyen parce que cet établissement va plus loin dans l'utilisation d'information pour transformer la conscience en action. Le Pouvoir du Citoyen suit également la longue tradition de défendre la démocratie en Argentine, ce dont j'ai déjà parlé. Cette partie de l'article est le résultat d'une entrevue avec Sandra Cesario, coordonnateur de *Area de Participacion Ciudadana y Recursos Humanos* (*Département de la participation des citoyens et des Droits de l'homme*).

« organisation non paritaire qui montre aux citoyens comment ils peuvent influencer l'ordre public » (Cesario, 2004, enregistrement sonore). Les efforts du Pouvoir du Citoyen se concentrent sur le fait d'éveiller la conscience des citoyens sur leurs droits. Selon Cesario, le Pouvoir du Citoyen est une organisation qui crée et diffuse l'information pour éveiller la conscience et appeler à l'action plutôt que de produire de la recherche académique. Plusieurs programmes dans l'organisation visent ce but — j'en mentionnerai quelques uns en tant qu'exemples de la façon dont une ONG peut transformer l'information en action.

*Le programme de contrôle de la Chambre des Représentants.* Ce programme vérifie le travail des sénateurs et des représentants pendant leurs fonctions. Le programme suit le travail des législateurs au sein des commissions parlementaires dans les sujets tels que le nombre de fois où ils ne sont pas présents à leurs fonctions, le comportement au cours des réunions de commission (par exemple, au lieu de prêter attention, utiliser le téléphone mobile), leur niveau d'engagement lors de l'étude d'une loi, si le projet de loi est discuté à fond ou si son traitement est boycotté, et ainsi de suite. Les superviseurs sont des volontaires civils formés par le département de la politique dans le Pouvoir du Citoyen. Les volontaires collectent les données des activités de surveillance et ensuite soumettent un rapport (Cesario, 2004).

Par ce programme de « chien de garde », le Pouvoir du Citoyen évalue non seulement la performance des législateurs, mais également, si les actes approuvés en session ont été consciemment votés par les législateurs ou pas, et dans quelle mesure ils ont été votés en raison des alliances politiques. De plus, et par le fait que les volontaires sont responsables de surveiller les rapports, ils s'instruisent en tant que citoyen afin de continuer les activités et le comportement des législateurs. De cette façon le Pouvoir du Citoyen favorise la conscience et l'action civiles par la création et la diffusion d'information.

*Le programme de « InfoCivica ».* Le Pouvoir du Citoyen a également un site Web consacré à la diffusion d'information, appelée *InfoCivica* (<http://www.infocivica.org/>). Le but de ce programme est « de faciliter l'accès direct à l'information produite par les ONGs aux mass media » (site Web, <http://www.infocivica.org/mision.asp>). Le site Web édite de l'information mise à jour et traité par des journalistes travaillant pour le Pouvoir du Citoyen et sur les actions et accomplissements des ONGs. La contribution principale de InfoCivica est de tenir

au courant a sujet des activités du troisième secteur, les thèmes et réalisations, devenant ainsi un forum pour le secteur.

*Le programme de Base de données des Candidats.* Ce programme collecte les informations sur le profil légal et financier des candidats se trouvant dans des positions publiques lors d'élections. Un enregistrement personnel est proposé sur chaque candidat, y compris les biens (possédés par le candidat et sa famille), le revenu annuel, des organismes d'adhésion, la situation légale, etc. Il y a également des informations sur les ressources de fonds pour une campagne. Quand le candidat refuse d'éditer l'information, l'enregistrement le signale en laissant la zone d'information correspondante vide (Cesario, 2004 ; Poder Ciudadano, 2003).

Par ces trois programmes le Pouvoir du Citoyen favorise non seulement la conscience mais incite également les citoyens à agir pour une société démocratisante. Les volontaires sont formés pour suivre le travail des officiers publics en collectant et diffusant les données afin d'augmenter la participation civile. Clairement, l'utilisation de l'information de cette ONG peut être distinguée de celle effectuée par les agences traditionnelles de l'information telles que les bibliothèques, les musées et les archives. La collecte et diffusion d'information par les ONGs se fait sans chercher à faire du bénéfice (par opposition aux mass media). Sa seule mission est de préconiser et favoriser l'action du citoyen.

### 3. Nouvelles formes de sensibilisation

Je discuterai maintenant les nouvelles manières de sensibilisation offertes par le progrès des technologies de télécommunication. Je laisserai le cas de l'Argentine de côté et parlerai en termes globaux puisque ces technologies fournissent aux ONGs l'occasion d'un mouvement au niveau mondial.

Ribeiro (1998) discute comment les technologies ont changé la manière dont les ONGs recréent des forums d'information afin d'étendre leurs idées. L'Internet joue maintenant un rôle fondamental en stimulant la participation civile par le prétendu *cyberactivisme*, c.-à-d. un militantisme politique pratiqué par les membres de la communauté virtuelle soutenue par des technologies de télécommunication, telles que l'Internet.

#### 3.1. le transnationalisme et globalisation

Dans le scénario mondial courant, la globalisation s'est avérée être le paradigme économique imposé. La globalisation propose un système politique selon ses caractéristiques, appelées *le transnationalisme* par Ribeiro. Le transnationalisme, la contre-partie de la globalisation dans la politique et l'idéologie, inclut « l'organisation de personnes au sein des communautés imaginées ; leur rapport avec des établissements de pouvoir ; et la reformulation des identités, des subjectivités, et du rapport entre les sphères privées et publiques. » (Ribeiro, 1998, p. 326). L'extension de l'Internet en tant que moyen de communication impose *les communautés imaginées*, c.-à-d. les communautés géographiquement étendues mais réunies par l'intérêt commun de leurs membres à travers l'espace virtuel de la toile. Ces membres de la communauté se joignent pour être plus forts et protestent, condamnent, se battent pour leurs droits, abordent des sujets et ainsi de suite. Ils sont conscients, politiquement actifs et promeuvent avec force leurs idées — ils sont des *cyberactivistes*. Le Cyberactivisme est le comportement militant politique correspondant au transnationalisme (Ribeiro, 1998).

Par ce nouvel espace de communication et d'interaction, les ONGs trouvent un média puissant pour promouvoir des idées et pour encourager les personnes à passer à l'action. Non seulement ils promeuvent l'information mais ils prennent également des mesures positives à travers l'activisme virtuel ou le cyberactivisme. Les manières communes d'employer l'Internet pour un tel but est de faire des enquêtes, d'augmenter les fonds via l'e-donation, et ainsi de suite. Le point clé du cyberactivisme est de tirer profit des technologies de l'information loin

de communication ou de diffusion. Pour le cyberactivisme, la technologie de l'information est un moyen d'action. L'Internet devient une scène pour voter et protester ainsi que pour communiquer à travers des conférences virtuelles, chatter et donner des nouvelles. Ce média devient l'arène même de réalisation d'action.

Un exemple de cyberactivisme est le site Web de *l'Association pour des communications progressives*, RPA ([www.apc.org](http://www.apc.org)). Comme l'explique son site Web, le RPA « est un réseau international des organisations de société civile consacrées au soutien et assistance de groupes et d'individus travaillant pour la paix, les droits de l'homme, le développement et la protection de l'environnement, par l'utilisation stratégique des technologies de l'information et de communication (ICTs), y compris l'Internet. » (site Web de RPA, 2004, au sujet de RPA, ¶ 1). Bien que le RPA définisse l'extension comme un « réseau international », il peut être considéré comme un champ géographique (c.-à-d. spatial) du transnationalisme. En fait, l'organisation ne proclame pas une joint-venture parmi les nations (qui auraient pu être correctement appelées *inter-nationales*), mais par contre la coopération entre ONGs agissant sur des questions communes et négligeant des propriétés nationales. D'ailleurs, à travers le site Web les endroits géographiques sont uniquement liés à des questions régionales — et non à l'adhésion. Par exemple, le sous-répertoire sur le site Web « superviseurs de politique d'Internet » montre trois sections correspondant à trois régions : L'Afrique, l'Europe et l'Amérique latine. Dans chaque sous-répertoire, des articles liés aux questions sur la région sont édités et des communications sont publiées. L'information est exposée et classifiée géographiquement selon les activités régionales, et non selon l'adhésion nationale des membres de réseau.

Le RPA gère également un sous-répertoire intitulé la « Former les aptitudes », qui est consacré à former les civils et les organisations pour profiter pleinement des outils des technologies de l'information. Le sous-répertoire édite aussi bien du matériel de formation que des directives d'usage stratégique de l'Internet et, en général, des directives de gestion d'ONGs.

Spécifiquement relié à la formation pour la gestion et l'application d'Internet, le sous-répertoire de " Former les aptitudes" de RPA offre également un lien vers le site Web *ItrainOnline* (<http://www.itrainonline.org/>). *ItrainOnline* est une joint-venture de l'Association pour les Communications Progressives (RPA), le Secrétariat International de Bellanet, l'Institut International pour la Communication et le Développement (IICD), le Réseau International pour la Disponibilité des Publications Scientifiques (INASP), le Réseau d'Oneworld, et l'UNESCO. Le projet vise à parer aux besoins des organismes de société civil en formation dans les qualifications de technologies de l'information mais aussi à l'évaluation du contenu (site Web d'*ItrainOnline*, 2004, au sujet d'*ItrainOnline*, objectifs et utilisateurs cible). Le site est riche en ressources libres pour l'auto formation en ligne telles que les classes de développement Web, les techniques pour mettre en ligne du multimédia (audio, vidéo, radio et TV) et des sites pour le soutien technique. Il inclut un sous-répertoire consacré aux ressources pour des stagiaires en technologie de l'information.

### 3.2. Les questions reliées au cyberactivisme : le fossé numérique

Le « fossé numérique » est un problème pour le cyberactivisme lorsqu'on essaie de diffuser l'information vers toute une audience visée. Le terme se rapporte « au problème d'inégalité de l'information dans l'utilisation de la technologie numérique sur la communication assistée par ordinateur (CMC) » (Van Dijk & Hacker, 2003). Cependant, le problème de l'accès à CMC est bien plus complexe. Comme le décrivent les auteurs, le fossé numérique inclut quatre genres de barrières : le manque d'expérience numérique de base (ou *d'accès mental*), manque de connexion entre ordinateurs et de réseau (ou *accès matériel*),

manque de qualifications numériques (*accès de compétence*), et manque d'occasions significatives d'utilisation (*accès d'utilisation*) (Van Dijk & Hacker, 2003). Malgré le fait que le problème est compliqué, la discussion se concentre principalement sur le problème d'avoir un ordinateur et une connexion au réseau. Appliqué au but de diffusion de l'information des ONGs, la conclusion est qu'en approvisionnant les pays en voie de développement avec du matériel IT, le fossé numérique sera diminué. Suivant ce raisonnement, les ONGs devraient concentrer leurs efforts à aider ces pays à obtenir des fonds pour acquérir de la technologie. Une fois que tout *est installé*, plus de personnes accéderont à l'information publique et se rendront compte des problèmes sociaux.

Mais la question du fossé numérique semble bien plus contesté. Robert Hunter Wade (2002) souligne que les « efforts pour diminuer le fossé numérique peuvent avoir comme effet de renfermer les pays en voie de développement dans une nouvelle forme de dépendance des pays de l'ouest (...) Alors que les pays en voie de développement participent à ICT [technologies de l'information et de communication], ils deviennent plus vulnérables à la complexité croissante du matériel et le logiciel et à le pouvoir quasi-monopolistique des fournisseurs clé des services ICT » (2002, p.443). D'autant plus que les ONGs sont la plupart du temps soutenues par les agences externes et, elles doivent souvent adapter leurs plans et objectifs aux intérêts des donateurs.

#### 4. Conclusions

Un aspect particulièrement souligné par les critiques est le rôle que jouent les ONGs dans le renforcement de la démocratie dans les pays en voie de développement. Cette observation vise la responsabilité des ces organisations envers le public qu'ils disent servir, c.-à-d., les bénéficiaires de leurs politiques. Mercer (2002) précise que les ONGs perdent le rôle principal d'organisme de soutien de besoins basiques en raison des conditions dictées par les donateurs. La plupart des donateurs posent des conditions techniques sophistiquées lorsqu'ils décrivent un projet pour récolter des fonds. Les élites instruites basées dans les villes sont celles avec les qualifications exigées, c.-à-dire « les professionnels ou fonctionnaires ayant accès à l'information et aux contacts uniquement disponibles dans les villes principales où les organismes donatrices et les ambassades étrangères sont rassemblés. » (Mercer, 2002, p. 15. Voir aussi Joseph, 2000). Cependant, habituellement cette élite n'est pas culturellement impliquée dans le secteur le plus pauvre, principalement situé dans des secteurs ruraux. Par conséquent, ces secteurs relégués, qui sont censés être les bénéficiaires finaux de la mission et des activités des ONGs, ne sont pas vraiment représentés. « L'ironie ici alors est que, pendant que les donateurs essaient d'augmenter l'impact de leur travail afin de manipuler davantage le financement (étranger) et de prendre un plus grand rôle dans la disposition de service, ils forcent en même temps les ONGs à réduire leur relation avec leurs collègues électoraux de bases. Le renforcement des ONGs peut réellement servir à affaiblir la société civile » (Tvedt référencé par Mercer, 2002, p.16).

Les questions sur le fossé numérique mentionné ci-dessus rendent ce compromis particulièrement évident. Puisque l'implémentation de la technologie est surestimée dans la résolution du problème de fossé, les ONGs concentrent leurs demandes auprès des donateurs sur l'amélioration de la technologie. Ces donateurs ont leurs propres ordres du jour liés à la diffusion de la technologie en tant qu'affaires (Wade, 2002). D'ailleurs, comme le signale Sangeeta Kamat (2003) « la dépendance [des ONGs] à l'égard du financement externe et la conformité par rapport aux cibles des agences soulèvent des doutes à savoir si leur responsabilité se trouve auprès des gens ou auprès des agences de financement. » (p. 66).

Au delà de la question de la légitimité des ONGs à représenter la société, leur contribution à la création et diffusion de l'information est remarquable et tout à fait originale. L'information afin de sensibiliser le public n'est pas simplement une diffusion passive



d'information, mais stimule également l'action positive. Pour atteindre ce but, les organismes de sensibilisation tirent profit des techniques telles que diffuser de l'information de manière efficace ou rassembler les données pour donner des preuves pour les cas (c.-à-d. qu'il y a un besoin de résoudre la question).

Dans les pays en voie de développement tels que l'Argentine, les ONGs qui se spécialisent dans la sensibilisation du public sont cruciales pour aider à diffuser de l'information de sorte que les civils se battent pour leurs droits. Les ONGs stimulent l'activisme et la responsabilité au sein de la société, et nous devrions reconnaître cette contribution exceptionnelle dans la défense de la démocratie.

#### LINKS:

“CORREPI”: <http://www.correpi.lahaine.org/>

in English: <http://www.derechos.org/correpi/eng.html>

“Derechos Human Rights”: <http://www.derechos.org/>

And its sister partner "Equipo Nikzor"<http://www.derechos.org/nizkor/eng.html>

“Poder Ciudadano”: <http://www.poderciudadano.org/index.asp>

“The Association for Progressive Communications, APC”: [www.apc.org](http://www.apc.org)

“ItrainOnline”: [www.itrainonline.org](http://www.itrainonline.org)

#### REFERENCES

Campetella, A. & M. I. González Bombal. (2000). El desarrollo histórico del sector sin fines de lucro en Argentina: debate con algunos modelos teóricos. En Mario Roitter & Ines González Bombal (Comp). *Estudios sobre el sector sin fines de lucro en Argentina*. Buenos Aires: CEDES, 117-134.

Campetella, A. & M. I. González Bombal. (2000b). Historia del sector sin fines de lucro en Argentina. En Mario Roitter & Ines González Bombal (Comp). *Estudios sobre el sector sin fines de lucro en Argentina*. Buenos Aires: CEDES, 31-52.

Cesario, S. (2004). *Interview about Poder Ciudadano* [Recorded by Norma Palomino].

Joseph, J. (2000). NGOs: fragmented dreams. *Development in practice*, 10(3&4), 390-401.

Kamat, S. (2003). NGOs and the new democracy: the false saviors of international development. In *Harvard International Review*, Spring 2003, 65-69.

Kohen, B. (1998). Poder Ciudadano y las acciones de interes publico. In *Lo publico no estatal en la reforma del estado*. Buenos Aires: Paidós-CLAD, 361-383.

Mercer, C. (2002). NGOs, civil society and democratization: a critical review of the literature. In : *Progress in development studies*, 2(1), 5-22.

Poder Ciudadano. (2003). *Banco de datos de candidatos 2003: elecciones Ciudad de Buenos Aires*. Buenos Aires: Transparency Internacional-Friedrich Ebert Stiftung.

Ribeiro, G. (1998) Cybercultural politics: political activism at a distance in a transnational world. In: Sonia Alvarez, Evelina Dagnino & Arturo Escobar. *Cultures of politics, politics of cultures: re-visioning Latin American social movements*. Boulder, CO: Westview, 325-352.

Roiter, M. & I. Gonzalez Bombal. (2000). (Comps.) *Estudio sobre el sector sin fines de lucro en Argentina*. Buenos Aires: CEDES.

Smulovitz, C. (1997). *Third Sector Research: A Call from the South*. Report from the Second International Conference of ISTR (Mexico City, July, 1996). Retrieved May 13, 2004, from the International Society for the Third Sector (ISTR) Web site:

<http://www.jhu.edu/~istr/pubs/report/jul96.html>

Smulovitz, C. (2004). Interview about NGOs and information dissemination [Recorded by Norma Palomino]

Wade, R.H. (2002). Bridging the digital divide: New route to development or new form of dependency?. In *Global Governance*, 8(2002), 443-466.